

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;

3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;

4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Alan

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter *(le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires)* : parcelle n° WA 0105

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur *(hormis les communes couvertes par le RNU)* :

Zone UA et Ap

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☐ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☒ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé *(veuillez si possible joindre également un plan du projet)* :

Installation d'équipement public pour l'école attenante à la parcelle

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : 700 m²

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : Commune d'ALAN.....

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;

3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;

4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Alan.....

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) : parcelle n°WC0083.....

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

zone Ap.....

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☒ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

cheminement piéton permettant de relier la rue du moulin a vent, le terrain multisport
et le centre historique du village.....

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : 1300 m².....

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : Commune d'ALAN.....

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;

3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;

4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Alan.....

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter *(le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires)* : parcelle n° WD 0020.....

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur *(hormis les communes couvertes par le RNU)* :

Zone A.....

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☒ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé *(veuillez si possible joindre également un plan du projet)* :

Démolition d'un bâtiment et sécurisation du carrefour route de labarthere et chemin de Maouérat
avec une surface reduite par rapport à l'ancien PLUI.....

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : 250 m².....

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : Commune d'ALAN.....

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;

3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;

4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Auznac

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) : B 1073

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

..... zone (A)

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☐ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☒ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

..... Bassin de rétention des eaux
..... pluviales

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : 1209 m2

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : Commune Auziac

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;

3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;

4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Auzignac

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) :

B 578-1378-1376-1379-1383-1386-1433-1435-1434-516-1224-1225-949-1067-1069-1071

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

zone (A)

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☒ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

Elargissement chemin rural
Cap d'Armas

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : 2 157 m²

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : Commune Ausignac

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;
- 3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Aurignac

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) : B ... 885 - 1092

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

zone (A)

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☒ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

Elargissement chemin rural

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : 391 m²

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : Commune Auznac

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;

3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;

4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Auzignac

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) : AC 36

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

..... zone Ap

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☐ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☒ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

.....
.....
..... Stationnement rue Porte de Benque
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : 1 679 m²

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : Commune Auznac

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquérir le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;

3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;

4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Aurignac

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) :

..... B 1409 - 1410 - 105 - 106 - 117 - 116

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

..... zone (AU) / (A)

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☐ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☒ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

..... Foné Ferbeyre

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : 596 m²

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : Commune Auznac

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquérir le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;
- 3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Auzanac

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) : B 514 - 1178

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

..... zone (UB) / (AU)

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☐ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☒ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

.....
.....
..... Forêt chemin de Baulon, entre
..... Godart et Darmand
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : 789 m²

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : Commune Amignac

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;
- 3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Auzioud

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) : B 1010

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

..... zone (VB)

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☒ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

.....
.....
..... Village chemin de la
..... fontaine vieille, face à Cistac
.....
.....
.....
.....
.....

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : 115 m²

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : *Commune Amignac*

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;

3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;

4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Auzignac

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) : AB 572

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

..... zone VA

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☒ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

.....
.....
.....
..... Aménagement carrefour
..... (virage carrefour des écoles)
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : 44 m²

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : Commune Anignac

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquérir le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;
- 3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Auzignac

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) : A 290 - 292 - 294 - 148 - 149 - 154 - 156 - 157 - 354 - 357 - 356 - 169 - 174 - 349 - 345 - 182 - 183 - 348 - 187

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

..... zone (N) / (A) / (UB)

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☐ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☒ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

.....
.....
..... Confortement talus RD 635
..... (10 m de large)
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : 9 525 m²

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : Auzignac

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;
- 3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Aurignac

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) : A..... 188-187

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

..... zone (VB)

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☒ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

.....
.....
..... Aménagement carrefour RD635 / RD23
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : 549 m²

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : *Commune Amégnac*

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

- plan parking
Dorens
↳ attente retour
commune

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquérir le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;
- 3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : AURILLIAC

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) :

AB 286 287 539 (partiel) // AB 290 291 292 294 439 440

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

UA jardins

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☐ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☒ Installations d'intérêt général (stationnement) extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

Les parcelles, à ce jour non construites, et très proches du centre-ville, à proximité de l'école élémentaire, présentent un emplacement idéal pour une prolongation de la voirie à proximité des commerces et une zone de stationnement pour le transport scolaire dont les montées / descentes se font actuellement directement sur la chaussée.

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : 2401 m²



CŒUR & COTEAUX
COMMINGES
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : *Pinie*

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

..... *Discussions amiables déjà engagées avec tous les*
..... *propriétaires concernés*
.....
.....
.....
.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquérir le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;
- 3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : AURIGUAC

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) :

AB 486

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

U.B

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☐ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☒ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

Actuellement, il n'y a que très peu de places de stationnement à proximité du collège, obligeant le personnel du collège et les parents à parcourir les quelques places disponibles en bord de courée sur le RD et dans le stationnement voisin. La sécurité est très incertaine aux heures de pointe. Le terrain, juste en face du collège, serait idéal à cet effet mais la propriétaire n'est pas vendeuse.

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : 1087 m²



CŒUR & COTEAUX
COMMINGES
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : *Maine*

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;
- 3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Auziaco

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) :

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

..... A et Ap

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☒ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie / aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

Le chemin de Cipot est parfois stratégique dans l'organisation de la circulation à Auziaco, notamment lors de déviation nécessaires pour travaux ou événements dans le village. Ce chemin relie 2 axes pénétromoteurs essentiels (Route de Saint-Gaudens et Route de Saint-Montory). Toutefois son gabarit actuel et ses bas-côtés ne permettent pas un trafic intense et de croisement de flux.

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé :



CŒUR & COTEAUX
COMMINGES
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Bénéficiaire de l'emplacement réservé :

Maître ? 4D 31 ?

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;
- 3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : AURIGNAC

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) :

..... B1 - B18

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

..... UB

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☒ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

..... Cette parcelle très étroite mais très longue comprend
..... à l'emprise d'une conduite de gaz (propriétaire TEREGA)
..... affectée.

..... Cette longue traversée le long des jardins du village
..... permettrait de créer 1 chemin piétonnier, dédié
..... à la route centrale.

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : 1625 m²



CŒUR & COTEAUX
COMMINGES
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : *Maïne*

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;
- 3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Avignac

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) : AB 71 / AB 20 /
AB 67

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

..... N

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☒ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

.....
.....
..... * cheminement piéton ou aménagement
..... chemin aux abords du château
..... (voir plan ci-joint)
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé :

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : Commune

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....





Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;
- 3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : AURLEMAU

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) :

..... AC 53

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

..... Ap

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☒ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

..... La parcelle est une access appartenant à un privé mais avec des servitudes pour d'autres

..... Elle permettrait de constituer une voie d'accès ou de sortie d'une zone de stationnement communale

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : 490 m²



CŒUR & COTEAUX
COMMINGES
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : *obusie*

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;
- 3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Beclan

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) :

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☐ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☒ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

.....
 = Extension cimetière

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé :

Bénéficiaire de l'emplacement réservé :

Observations complémentaires *(à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :*

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;
- 3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Buzan

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) : 2B 66

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☐ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☒ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

lotissement communal

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé :

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : *commune*

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;

3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;

4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Bourzin

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) : B 97

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :
.....

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☐ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☒ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

..... projet Aménagement public

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé :

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : *commune*

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquérir le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;
- 3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Cazeneuve - Montaut

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) : ZB 36

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☐ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☒ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

Aire de jeu / Aire loisirs

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé :



CŒUR & COTEAUX
COMMINGES
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : Commune

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'**emplacement réservé** est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux installations d'intérêt général à créer ou à modifier ;

3° Des emplacements réservés aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques ;

4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : de LATOUE

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) :

Z.R. n° 5

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

Zone A (Agriculture)

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☒ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

Aménagement de la voirie (Village d'Angers)

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé :



CŒUR & COTEAUX
COMMINGES
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : FAIRIE

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;
- 3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Reynès

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) : au bord de la 2473

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☒ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

Elargissement de voirie

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé :

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : *Commune*

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;

3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;

4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Reynès

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) : ZH 1

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☒ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

- Création parking Église - Cimetière

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé :

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : Commune

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;

3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;

4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Saint André

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) : E 831 E 841 E 573

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☒ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

* créer une voie douce / mobilité douce

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé :

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : Commune

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;

3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;

4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Saint-André

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) : en face de la
..... E 65

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :
.....

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☐ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☒ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

..... Aménagement d'un espace vert

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé :

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : Commune

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;
- 3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Saint - André

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) : E 83

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

..... zone (AU)

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☐ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☒ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

.....
.....
..... Maintien d'un espace enherbé
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : 2982,480 m²

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : Commune Saint-André

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;
- 3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Saint - André

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) : E. 574 - 575 - 573 - 84 - 83 - 570 - 571 - 572

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

..... zone Ap / AU

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☒ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

.....
.....
..... Prolongement du chemin communal
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : 5 491,63 m²

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : Commune Saint - André

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;

3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;

4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Saint Elia Eglan

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) :

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☐ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☒ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☐ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

- Parking elix + cimetière

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé :

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : *Commune*

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;

3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;

4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Saint Elix Lapan

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) :

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☐ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☐ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☒ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

- fosse récupération sur plus eaux pluviales

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé :



CŒUR & COTEAUX
COMMINGES
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Bénéficiaire de l'emplacement réservé :

Observations complémentaires *(à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :*

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Emplacement réservé

L'emplacement réservé est une servitude qui permet de geler une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, des espaces verts à créer ou à modifier ou nécessaires aux continuités écologiques ou des programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Ils peuvent être instaurés au bénéfice d'une collectivité publique ou d'un service ou organisme public.

Ils permettent :

- D'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- Et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

L'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude (limitation du droit à construire).

En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement (possibilité conférée au propriétaire d'un bien de mettre en demeure le bénéficiaire d'acquiescer le bien).

Art L.151-41 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux **voies et ouvrages publics** dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux **installations d'intérêt général à créer ou à modifier** ;
- 3° Des emplacements réservés aux **espaces verts à créer ou à modifier** ou aux **espaces nécessaires aux continuités écologiques** ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de **programmes de logements** qu'il définit ;

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements. »

GRILLE D'ANALYSE A REMPLIR POUR CHAQUE EMPLACEMENT RESERVE

Commune : Commune de Samouellan

Référence(s) cadastrale(s) de la/des parcelle(s) concernée(s) par l'emplacement réservé à délimiter (le futur périmètre ne correspondra pas obligatoirement aux limites parcellaires) :

..... ZE045

Zone de classement du projet d'emplacement réservé dans le document d'urbanisme en vigueur (hormis les communes couvertes par le RNU) :

..... U.A. - E.R.R.1 -

Renseignements concernant l'emplacement réservé :

Destination de l'emplacement réservé :

- ☐ Voies et ouvrages publics (création / élargissement d'une voirie, aménagement d'un carrefour, ...)
- ☒ Installations d'intérêt général (stationnement, extension cimetière, équipement public...)
- ☒ Espaces verts ou espaces nécessaires aux continuités écologiques
- ☐ Programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale

Description détaillée du projet envisagé (veuillez si possible joindre également un plan du projet) :

..... Parking - Aménagements publics futurs

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Emprise ou superficie de l'emplacement réservé : à définir

Bénéficiaire de l'emplacement réservé : Commune

Observations complémentaires (à compléter éventuellement pour tout complément ou précision nécessaire) :

..... Ce parking permettrait d'éviter le stationnement
..... de véhicules " Rue Principale "
.....
.....
.....
.....

